Les Problèmes Sociaux Economiques.

Mr. Erraoui

Semestre 3 : Economie et gestion.
Section : A-B-C
A.U : 2012-2013

Introduction.
CH 1 : La Croissance Economique.
CH 2 : L'inflation et le Chômage.

Les Références Bibliographique :

- Economie Contemporaine faits, concepts et théorie / P.Delas
- Déchiffrer l'économie / DENIS Clerc.
- Economie Politique / Abraham Frois.
- Principes d'économie moderne / J.Stiglitz.

SÉANCE 1 :

Introduction :

Le cour cherche à décrire certaines manifestations des problèmes économiques qui affectent le développement de l'économie de marché, aussi bien les pays développés que les pays envoie de développement, avec la mondialisation de l'économie on assiste à des phénomènes d'interaction des effets économiques entre les pays, soit positivement ou négativement. Ainsi les problèmes de croissance de chômage et l'inflation est globalement ne peuvent pas traités de façon indépendante de leurs environnement économique.

Ainsi la croissance économique est source de richesse et l'amélioration de niveau de vie devient de plus en plus dépendante des facteurs extérieurs à l'économie nationale. D'autre part le chômage et l'inflation qui constitue la secousse permanente de touts les désideurs économiques représente les conséquences d'une croissance non maîtriser qui implique aussi des conséquences sur le coté social. A cet égard le cours abordera au premier lieu la croissance économique, sa définition, ses mesures, et l'analyse analytique de cette croissance économique, ensuite on présentera les retombes de la croissance en terme d'emplois et d'inflation.

CH 1 : La croissance économique ;

L'évolution économique se mesure par la croissance: c'est une évolution quantitative qui s'accompagne en même temps l'amélioration de niveau de vie avec des retombes de développement. Cette croissance à générer historiquement deux catégories des pays : Pays Développés, Pays en Voie de Développement.

L'origine de cette distinction est la révolution industrielle. Puisque les pays actuellement développés avaient connus au 19ème siècle cette révolution qui a produit des transformations structurelles caractérisant par une forte croissance et un développement irréversible tandis que les pays qui n'ont pas connus cette révolution sont classés dans le catégorie des pays sous développés.

En effet, historiquement les différents pays du monde a passés par une situation stationnaire caractérisée par une faible expansion et se n'est qu'après trois siècles que la croissance a produit des transformations sur le plan économique et social.

Nous présentons d'abord la façon de mesurer la croissance et ensuite nous examinerons **** les fondements de cette croissance pour aboutir à une explication théorique des phénomènes de croissance.

-1- Notion de croissance :

A- Définition :

(**F.Perroux**) ; décrit la croissance économique comme (une augmentation soutenue pendant une ou plusieurs longues périodes de production globale exprimer en terme réel. il s'agit d'un accroissement des quantités réelles avec modifications des structures à long terme).

Plus simplement, on définit la croissance comme une augmentation à long terme de **PIB** s'accompagne de transformations structurelles.

1 : Les caractéristiques de la croissance :

Selon cette définition on retient trois éléments se caractérisent la croissance :

- C'est un mouvement soutenue ascendant sur une longue période ; on parle d'un trend de croissance (ex : la révolution industrielle qui s'étale sur tout le 19ème siècle ou encore les trente glorieuses 1945 >1975).
- C'est un phénomène irréversible (non réversible) et autoentretenu; même s'il y a des périodes de moindre croissance, le retour en arrière est impossible car chaque transformation provoque une autre.
- La croissance produit des modifications structurelles au niveau des différents secteurs (mode de vie, secteurs d'activités, moyennes de production…).

Historiquement, la croissance s'a pris de l'importance qu'après les trois derniers siècles, alors au cours de l'histoire cette croissance est quasiment nulle.

	PIB	POPUL	Prods /tête
- Période agraire :	0	0.1	-0.1
- Période agraire avancée (1500-1700) :	0.3	0.2	0.1
- capitalisation marchande (1700-1820) :	0.6	0.4	0.2
- capitalisme (1820-1980) :	2.5	0.9	1.6

Par la suite de ses données historiques, on observe d'autre coté l'évolution de la croissance au 20ème siècle des pays développés, on procède au découpage en sous période de cette croissance moderne, illustrer par le tableau suivant :

Période de croissance (%annuel)	Taux de croissance par habitant	Nombre de pays
1890 >1910	------	16
1910>1930	1.3	16
1930>1950	1.4	16
1950>1970(TG)	3.7	-
1970>1990	2.2	-
Moyenne :	1.9	-

Ce découpage se concerne 16 pays actuellement développés, soit la majorité des pays européens, ainsi USA, Canada et l'Australie.

Ses données montrent le taux de croissance moyen par tête est de 1,9% par an sur environ un siècle.

On constate maximisation (accélération) brutale de la croissance entre 1950 et 1970. En effet le lendemain de seconde guerre mondiale, le taux de croissance a été très supérieur à la moyenne, de ce fait une partie considérable du niveau de vie des pays développés aujourd'hui provient de cette période, en rentra également à une réduction du taux de croissance qui passe le 3.7% par an en (1950-1970) à 2.2% par an en (1970-1990). Cette baise correspond au ralentissement de la productivité. Cependant, ce taux de croissance reste supérieur si on le remplace dans un contexte historique de long terme.

Pour expliquer le phénomène de croissance il est nécessaire de déterminer d'abord les composants de la croissance, on retient globalement trois composants :

- Le progrès technique : qui est la source de la croissance.
- Les capacités croissantes : (des facteurs de production, niveau de vie…)
- Le développement qui est le corollaire de la croissance.

-2- Les notions associés à la croissance :

La croissance est une notion qui porte à confusion et qui ne faut pas confondre avec ses éléments constitutifs. Ainsi les distinctions suivantes s'imposent :

- L'expansion : qui est une phase ascendante du cycle économique alors que la croissance est un mouvement ascendant de longue période (le trend) qui peut être constituer de période d'expansion et de période de récession.

- Le progrès technique : qui est le moteur de la croissance, il a un caractère multiple car il contient l'idée d'avancée, d'aller en avant mais aussi une idée de propagation (Ex : l'informatique qui modifie toutes les façons de travail et permet de diffuser ou de propager le progrès technique en toutes les branches) et aussi présent l'idée d'amélioration (meilleur conditions de travail et de vie).

- Le développement : qui est le corollaire de la croissance c'est-à-dire qui l'accompagne. Il comprend toutes les transformations démographiques, politiques, économiques, et sociales que la croissance a entraînées. (Ex : baisse de la fécondité, droit de travail, concentration des entreprises, augmentation des loisirs …etc.).

-3- Les formes de la croissance :

- La croissance extensive : qui est obtenue par l'augmentation des facteurs de production (le capital, travail). Cette croissance a été met en évidence dans le cas des Etats-Unis pendent le 18ème et le 19ème siècle. Elle se traduite par ******* de la population émigrer et de la conquête des terres de l'ouest.
- La croissance intensive : obtenue par une utilisation plus rationnelle et plus efficace des forces productives avec des quantités des facteurs de production inchangées. Il s'agit de la productivité (la croissance des trente glorieuses).
- La croissance de molle : désigne la situation où les taux de croissance annuels sont assez faibles (Ex : depuis la crise des années 70 le taux de croissance de PIB fluctue autour de 1 à 2% par an en moyenne.

-4- Exemples historiques de croissance :

Historiquement en cite deux exemples de croissance qui ont marquées l'histoire économique :

La révolution industrielle ; les trente glorieuses

- La révolution industrielle : à la deuxième moitié de 18ème siècle en Angleterre et s'est propagée en Europe ainsi au Etats-Unis, en Russie et au Japon au 19ème et 20ème siècle. C'est la révolution agricole provoquée par des changements dans les techniques qui est à l'origine de la révolution industrielle. Elle s'agit d'un bouleversement dans le travail de la terre illustré par les rotations des cultures qui a permet d'accroître les rendements agricoles sans épuiser la terre en évitant la mise en jachère pendent 2 ans. Ceci a permet d'augmenter la production est par conséquence la demande. Cette augmentation de demande va stimulée l'innovation pour provoquer l'accroissement de l'offre. Un processus dynamique se met alors en place avec de nombreuses découvertes dans le textile (Tissage, Filage…) avec utilisation de machine à vapeur.
- Les trente glorieuses : au milieu de 20ème siècle qui représente une accélération de la croissance au lendemain de la seconde guerre mondiale dans les pays Européens, à la suite du plan Marshall.

B- Mesure la croissance :

La valeur monétaire de la production permet d'évaluer la performance économique d'un pays cette valeur exprimée par le PIB. Dans le cadre des relations économiques internationales le PIB mesure la dimension économique des pays.

La croissance économique est déterminer par la variation de la production d'une année à l'autre, comme détermine ensuit :

$$\frac{valeur\ du\ PIB\ l'année(t_1) - valeur\ du\ PIB\ l'année(t_0)}{valeur\ du\ PIB\ l'année(t_0)} \times 100$$

Ex : Au Maroc : PIB de l'année 2010 ; = 780 478 Mrds de Dh.
2009 ; = 739 522 Mrds de Dh.
Taux de Croissance = 5,5%

Il y a trois façons de concevoir le PIB d'une économie :

- Le PIB est la valeur des biens et servies finaux produits dans l'économie pendent une période donnée.
- La somme des Valeurs Ajoutées crées dans l'économie.
- L'ensemble des revenus distribués dans l'économie au cours d'une période donnée.

PIB= Impôts indirectes + revenu de capital + revenu de travail.

Remarque : (PIB nominal, PIB réel)

Pour mesurer l'évolution de la production au cours du temps, en doit tenir compte de l'influence des prix sur cette évolution. On procède à l'élimination de l'effet de la hausse des prix. On calcul alors le PIB réel au prix constant.

L'économiste s'intéresse à deux mesures du niveau des prix:

- Le Déflateur de PIB ;
- L'Indice des Prix à la Consommation qui se calcule sur la base d'un panier des biens.

› Le déflateur de PIB : supposent que l'augmentation du PIB nominal est due à l'inflation se qui veut dire que le PIB réel soit inchangé. Dans ce cas le déflateur du PIBт :

$$D_t = \frac{PIB_t\ nominal}{PIB_t\ réel}$$

SÉANCE 3 :

Comme la croissance, le développement peut port aussi à des mesures par l'utilisation de deux indicateurs :

- PIB par habitant : qui renseigne sur le niveau de vie.
- IDH (Indice de Développement Humain).

Ces indicateurs sont le produit des grandes institutions mondiales de développement. Ils résultent de la conception théorique de la problématique de développement (Banque Mondiale, PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement, FMI Fonds Monétaire International) chaque institution cherche à faire prévaloir sa vision des problèmes de développement.

Dans le cas de la banque mondiale et FMI, le critère de richesse domine dans sa vision indépendamment des inégalités qui peuvent exister dans un pays. Ceci se matérialise à trouver l'indicateur PIB par habitant (PNB pour tête) qui traduise la réussite économique d'un pays, seule critère qui compte pour la banque.

Alors que le programme des Nations Unies cherche à mettre l'accent sur la structure et l'évolution de PIB est ceci afin de révéler des niveaux de développement. Pour cela il élabore un indice synthétique sur la moyenne des différentes critères fondamentaux de développement utiliser depuis 1990, l' IDH est conçue comme la moyenne des indicateurs de durée de vie, niveau d'éducation et PIB réel. Il est calculé à partir de quatre variables de bases :

Le revenu ; l'espérance de vie ; alphabétisation des adultes; et nombre moyenne d'années d'études.

Cet indice se base sur une vision de développement qui se décompose en trois composants :

- Avoir une vie longue et saine.
- Accéder à la connaissance et à l'information.
- Bénéficier des ressources assurant un niveau de vie décent.

PNUD distingue ainsi trois catégories de PIB :

- Pays ayant un développement humain élevé. IDH > 0.801
- Pays ayant un développement humain moyen. IDH > 0.507
- Pays ayant un développement humain faible. 0.507 > IDH

L'intérêt de ces deux indicateurs est leur pouvoir de révéler les écarts négatifs existants entre ses deux indicateurs, c'est le cas pour certains pays de Golfe d'Asie (Kuwait…).

-C- Les structures économiques de croissance :

L'approche structurelle de la croissance économique permet de dégager les structures économiques favorables ou défavorables à la croissance.

Ces structures sont saisies dans le but d'identifier les conditions nécessaires à la réalisation de la croissance et non comme des contributions directs à ce phénomène.

On peut citer à cet effet, l'industrialisation, la pression de la demande et de l'emploi et le financement de la croissance comme des structures économiques essentielles qui peuvent affecter la croissance.

A première vue on peut identifier les facteurs primaires de la croissance, qui sont le travail et le capital auxquels on ajoute le progrès technique.

Les facteurs primaires de la croissance :

- le capital : représente les investissements net définies par la comptabilité nationale sous le terme de FBCF (Formation Brute du Capital Fixe), se sont à la fois les actifs physiques (matériel, bâtiment,…) et les actifs immatériels (logiciels, brevets …).
- Le travail : la main d'œuvre qui est de plus en mois rémunérée en tenant compte de sa qualification. Il est mesuré en effectif ou en heures de travail.

La productivité, qualifié dans le langage courant par le rendement permet de mesurer l'efficacité des facteurs de production, elle est représentée par le rapport entre la production et les moyens mis en œuvre pour produire.

$$la\ productivité\ de\ Travail = \frac{Production}{travailleurs\ employés\ (effectif)}$$

Ou :

$$la\ productivité\ de\ Travail = \frac{Production}{Nombre\ d'heures\ travaillées}$$

$$la\ productivité\ de\ Capital = \frac{Production}{Capital\ utilisé}$$

Par ailleurs le progrès technique permet l'augmentation de la productivité des facteurs pour une meilleure utilisation des ressources humaines et matériels (taylorisme).

-1- L'industrialisation :

La formation d'une infrastructure à dominante industrielle est un élément déterminant de la croissance, ceci est apparaît lors de l'analyse comparative des niveaux de développement de divers pays et de leurs potentiels industriels, d'un autre côté la politique de rattrapage des retards d'industrialisation produite des effets de croissance économique similaires à ceux de l'infrastructure.

a / le niveau de développement et potentiel industriel :

Un potentiel industriel important génère des productivités de travail élevées, car il engendre une économie interne d'échelle liée à la concentration.

- Réduction du chômage déguisé agricole.
- Economie externe bénéfice pour l'ensemble des secteurs.

Le développement passe par l'industrialisation, l'implantation puis l'expansion d'industries de transformations, notamment dans les nations peu développées, se traduit par l'insertion d'un secteur à productivité plus élevé que la moyenne ce qui entraîne pour l'ensemble de l'économie des transformations techniques et plus largement des changements structurels.

Des études comparatives relatives à trois groupes de pays (pays industrialisés, pays en voie d'industrialisation et pays sous industrialisés), montre que ces derniers, qui n'ont pas déclenché un processus d'industrialisation ne connaissent pas encore de véritables démarrages de leurs croissance économiques, et reste soumis au rythme aléatoire de la production agricole.

En effet, le secteur agricole souffre des insuffisances structurelles empêchant ainsi un véritable décollage économique, la surproduction, la faible productivité générale du travail et les aléatoires climatiques se conjuguent pour rendre instable les effets d'inductions originaires du secteur agricole.

Au contraire pour les pays en voie d'industrialisation. La croissance se poursuit liée en sens étroit avec la croissance des industries de transformations (Russie, Brésil, l'Inde…).

SÉANCE 4 :

L'histoire économique permet de confirmer les analyses actuelles. En effet, l'analyse de la croissance des trois grands pays européens lors de la révolution industrielle montre une croissance relativement faible jusqu'à la seconde guerre mondiale de la France par rapport à l'Allemagne et l'Angleterre. Car depuis les débuts de l'industrialisation, la faiblesse de la croissance en France par rapport à l'Angleterre est attribuée non seulement à la rareté relative des ressources énergétiques françaises, mais surtout en raison d'une préférence structurelle pour le développement agricole.

b / croissance et prise de conscience du Gap industriel :

On constate pour la période 1955-1968 que le taux de croissance moyenne du PIB c'est élevé dans l'ensemble de la zone (les pays de l'OCDE) à 4% par an. Or en règle générale se sont les pays les moins industrialisés ou ceux dont l'industrialisation a été la plus récente qui ont eu les taux de croissance supérieur à cette moyenne (France, Italie, Japon).

Dans ces pays la relation entre taux de croissance de divers secteurs et celui du PIB montre que la production agricole a augmenté plus lentement que le PIB, alors que la production industrielle adoptée le mouvement inverse. De même, l'étude de l'emploi selon les secteurs montre que celui-ci a diminué rapidement dans le secteur agricole au profit des secteurs industriels et services.

-2- pression de la demande et de l'emploi :

Généralement, on admet que la croissance peut contribué à l'augmentation de l'emploi, mais l'inverse et aussi vrai. L'emploi est parmi les éléments de la croissance et l'on est ainsi dans les années 50 et 60 lorsque la demande sur le marché de l'emploi a connue une tendance à la hausse importante, celle-ci a généré une hausse des salaires et de la demande globale. En effet, ces analyses ne sont pas contradictoires :

La croissance économique est la résultante d'interaction complexe de force qui s'exerce à la fois du côté de la demande et de côté de l'offre. L'augmentation de la production constitue un facteur de croissance c'est important, mais se concrétise que sur des marchés en forte expansion.

-3- le financement de la croissance :

L'investissement est nécessaire à la croissance ce qui implique que l'épargne est nécessaire à la croissance puisque l'investissement doit être équilibré par

l'épargne. Dans les économies peu développées, le montant de l'investissement est déterminé par celui de l'épargne. Mais dans les économies développées les fonctions d'investissement de l'épargne se trouvent largement dissociées (séparées) sauf le cas d'autofinancement.

L'épargne n'est pas toujours investi (thésaurisé), une fraction de l'investissement peut d'un autre côté ne pas venir de l'épargne courante.

Deux conséquences découlent de cette dissociation entre épargne et investissement, d'une part un système financier élaboré doit assuré le transfert de l'épargne provenant pour sa plus grande partie des ménages vers les investissement, en générale les entrepreneurs, d'autre part l'épargne peut à tout moment être inférieur ou supérieur au niveau d'investissement effectif.

Tout système financier combine à la fois, le financement par l'épargne et le financement par le crédit.

Ces deux solutions certes alternatives, mettent l'économie d'endettement dans une place spécifique au crédit financé par la création monétaire, tandis que l'économie de marché financier privilégie l'épargne préalable y compris l'autofinancement.

Le développement de la société anonyme pendant le 19ème siècle va permettre de rapprocher épargnants et investisseurs par l'intermédiaire de la bourse : en effet, en France par exemple en 1914, 40% des investissements sont financés par émissions boursières (actions, obligations).

Le choix d'un financement est stricte par l'épargne préalable a permet d'instaurer la confiance de la monnaie. A court terme, en raison de l'expansion qui augmente le besoin de monnaie, les banques se retrouvent rapidement limitées par le plafond d'émission de monnaie. Le manque de liquidité entraîne alors une hausse des taux d'intérêt et la récession.

Par contre le financement par le crédit et la création monétaire stimule d'autant plus la croissance que joue l'effet de levier de l'endettement. Tant que la rentabilité économique rapport entre l'excédent brut de l'exploitation et les capitaux engagés est supérieur au taux d'intérêt, tout investissement financier par emprunt génère un produit supérieur à son coût. L'inflation, due à la création monétaire renforce ce cycle vertueux en déprécient les dettes des investisseurs et en incitant les ménages à consommer.

Les configurations financières ont évolué avec la croissance de 19ème siècle jusqu'au début des années 30 (la crise 1929) et la pensée keynésienne inverse alors cette logique, l'économie d'endettement qui repose sur le rôle clé du crédit devient une alternative dans le financement de croissance. Cependant les déséquilibres, notamment inflationnistes, des années 1970 ont incitant à un retour au financement de la croissance par les marchés financiers.

SÉANCE 5:

-2- Les analyses théoriques de la croissance :

L'analyse de la croissance a fait l'objet de plusieurs tentatives de modération visant à faire ressortir les caractéristiques d'une économie située sur un sentier de croissance, ce modèle théorique de croissance appartient respectivement à deux courants de pensées : l'analyse keynésienne d'une part et l'analyse néo-classique d'autre part.

Les premiers élaborent des modèles généraux de croissance pour faire ressentir l'ensemble de déterminants de la croissance.

Les seconds visent à affiner (détailler) la connaissance des relations entre les différents variables qui participent aux fluctuations économiques, la croissance équilibrée (Régime permanent de croissance) signifie une croissance à taux constant implique un plein emploi des facteurs de production.

Les recherches dans ce cadre vont faire apparaître les deux aspects de l'investissement comme élément déterminant de la croissance. Il s'agit de l'aspect "offre" de l'investissement (variation des capacités de production future) et son interaction dynamique avec l'aspect "demande" (effet de multiplicateur) ces deux aspects vont être à l'origine des théories contemporaines de la croissance.

Kalecki (1936) fut le premier à avoir proposé une explication du cycle économique fondée sur ces deux aspects. Ce problème a été aussi repris par Samuelson (1939) mais le développement de la problématique de la croissance revient principalement à Harrod et Domar qui a caractérisé les conditions d'une croissance équilibrée.

On examinera successivement le modèle de H.D et celui de SOLOW qui caractérise respectivement le prolongement de KEYNES et les hypothèses des néo-classiques.

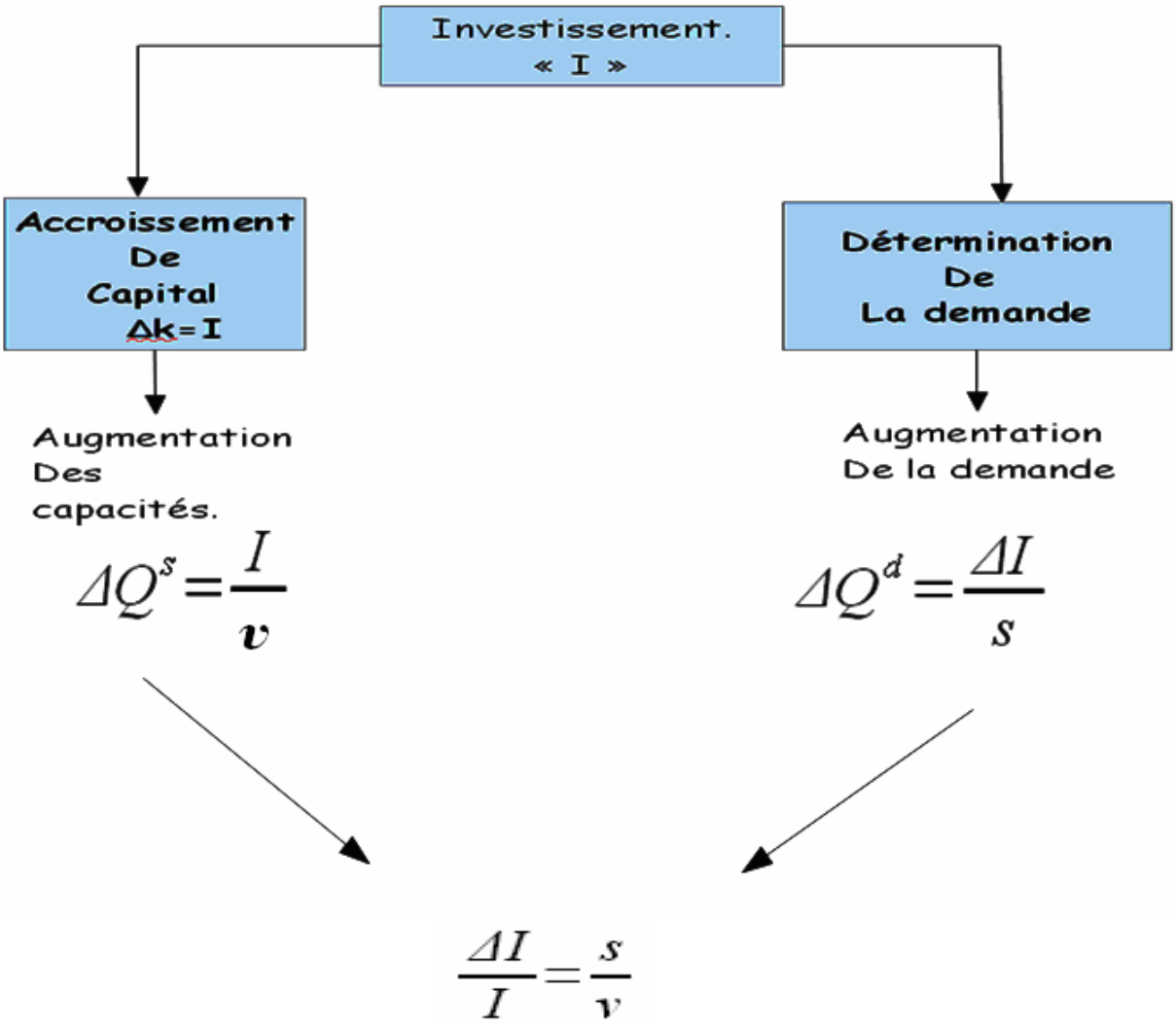
A/ Le modèle de HARROD et DOMAR :

Dans ce modèle on s'intéresse à l'efficacité des investissements mesurés par leurs impacts sur le taux de croissance. C'est la productivité marginale du capital qui mesure l'accroissement de la production lorsque le taux d'investissement augmente.

$$P_{mK} = \frac{\Delta Y}{\Delta K}$$

1 – Modèle de DOMAR : la double nature de l'investissement.

L'investissement exerce une double influence sur l'économie par son aspect "demande" (k : le multiplicateur, il détermine le revenu et la demande globale) et par son aspect "offre" il accroît la capacité de production donc selon DOMAR il faut voir l'investissement non seulement comme un instrument générateur de revenu (selon KEYNES), mais aussi comme un créateur de capacité de production. Le problème se résume donc à rendre l'augmentation du revenu égale à celle de la production pour que les capacités de production ne restes pas inutilisées.



Interprétation :

Pour finir un maintient de l'équilibre sur le marché des produits et pour qu'il est en permanant d'équilibre entre l'offre et la demande. Il faut donc que l'investissement augmente régulièrement au taux constant.

$$\frac{s}{v}$$

L'effet revenu dépend de "s" proportion marginale à épargner qui détient la valeur du multiplicateur.

L'effet de capacité dépend "1/v" de la productivité marginale du capital.

Exemple : si le coefficient marginal de capital = 10/3
Et si le taux d'épargne : s = 10%
Le taux de croissance équilibré = 3%

Dans le cadre dynamique de longue période, on retient l'effet de capacité ce qui nécessite de s'assurer que le supplément de l'offre de produit équivalent au supplément de la demande de produit.

Remarque :

Le taux de croissance de la production "g".
Le taux d'épargne "s".
Le coefficient marginal de capital "v"

Sont trois grandeurs indépendantes de ce fait, l'aboutissement de la croissance n'est pas toujours certaine et le déséquilibre constitue la situation normale. DOMAR distingue deux sortes de déséquilibre :

- si l'effet revenu > effet capacité → déséquilibre inflationniste.
- si l'effet revenu < effet capacité → déséquilibre déflationniste.

Le déséquilibre déflationniste est la situation la plus probable d'après DOMAR, cette tendance est d'ailleurs renforcée par la croissance de la proportion à épargner "s" à long terme sous l'effet de la croissance du revenu.

Ce modèle présente des limites illustrées par sa simplicité :

- Il considère que la seule limite à la croissance c'est l'investissement.
- Le modèle ne présente pas de contenu dynamique réel, il n'analyse pas les déterminants de l'investissement.

Le coefficient marginal du capital n'est pas toujours constant. Il varie dans le temps et dans l'espace.

2 – Modèle de HARROD :

Comme DOMAR, il parle de trois hypothèses.

- Difficulté de réalisation d'un équilibre à longue période.
- Présentation purement réelle du système économique.
- Economie fermée (l'absence des relations externes).

HARROD aborde la dynamique économique en retenant trois taux de croissance relevant de logiques différentes. Toutes les variables sont temporelles.

- **Dans la première logique :** HARROD se contente de constater comme DOMAR que l'équilibre au court terme entre l'investissement et l'épargne doit être maintenu à la longue période, il présente le taux de croissance

effectif "g" qui exprime le taux de croissance constater du produit national.

$$g = \frac{\Delta Y}{Y}$$

L'égalité à court terme I = S

Avec : S = s.Y et : **V = k/v**

$$v = \frac{K}{Y} = \frac{\Delta K}{\Delta Y} = Cste.$$

Donc :

$$g = \frac{s}{v}$$

- **Dans la deuxième logique :** On détermine le taux de croissance nécessaire ou garantis noté g_w pour cela HARROD utilise la conception keynésienne des comportements (demande anticipée comme déterminant des décisions de production).
  L'adaptation de l'épargne aux investissements désirés suppose que la consommation s'ajuste. La croissance compatible avec cette situation d'équilibre entre les investissements désiré I* et l'épargne ajusté S* et celle qui satisfait les désires des entrepreneurs, qu'on appelle le taux de croissance nécessaire ou garantis (g_w).

  I* : anticipé par l'entrepreneur.
  I*= b .ΔY / b : accélérateur (pourcentage de revenu consacré à l'augmentation de la capacité).
  I* = S* d' où : S = s.Y = b. ΔY

  Donc :

$$g_w = \frac{\Delta Y}{Y} = \frac{s}{b}$$

- **La troisième logique :** HARROD cherche à déterminer le taux de croissance naturel soit "n" qui représente le taux auquel l'économie doit croître pour éviter le chômage. A long terme " n" est le taux de croissance autorisé par la croissance de la population active et par le stock du capital et le progrès technique, ce taux est supposé constant.

SÉANCE 6:

Les trois taux de croissance ont des déterminants différents. Ces derniers expriment ensemble la condition de la croissance équilibrée du plein emploi. Cette exigence du modèle de HARROD exige les deux conditions suivantes soient satisfaites :

- **Condition de pleine capacité** qui entraîne l'équilibre du marché des biens et services qui traduit par l'égalité $g_w = g$.
- **Condition de plein emploi** l'équilibre du marché de travail c'est-à-dire $g = n$

L'équilibre global : $g = n = g_w$

Remarque :

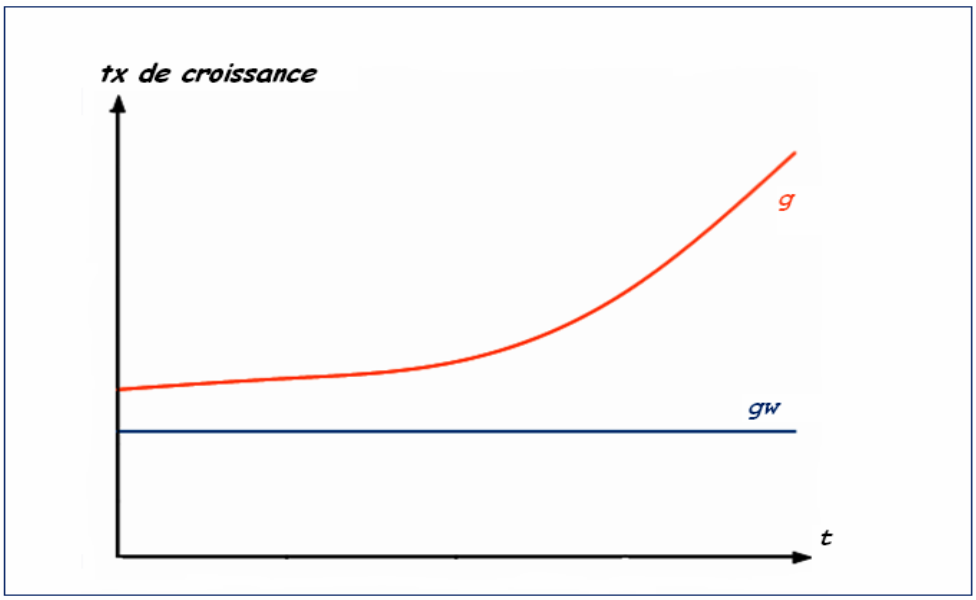
Il n'y a aucune raison pour que « v » soit égale à l'accélérateur « b » puisque « v » est une relation purement technique entre l'investissement et la variation du produit et que « b »est un paramètre de comportement d'investissement tenant compte de la rentabilité future.

Il n'y a aucune pour que la réalisation de cet équilibre corresponde à la croissance à la croissance permettant d'éviter le chômage. $g = n = g_w$.

HARROD étudie les différentes cas de figure envisagent à court terme et à long terme.

<u>L'analyse de courte période :</u> des écarts entre taux de croissance garantie et le taux de croissance effectif.

- ✓ **Si:** $g > g_w$ → excède d'investissement → reprise économique.



- cette situation caractérise la reprise économique, les investissements sont stimulés par le jeu de l'accélérateur se qui entraîne (sous l'effet de multiplicateur) une nouvelle croissance de la demande. La croissance est autœntretenue l'écart initial entre « g » et « gw » se qui creuse d'avantages.

✓ **Si :** $g < g_w$

Les débouchés sont moins importants que ceux qui sont nécessaires à la réalisation des projets d'investissements. Les investissements souhaités ne se réaliseront pas et le revenu distribué va diminuer. L'écart initial entre « g » et « gw » va se creuser et la dépression va s'aggraver.

L'analyse de longue période : des écarts entre le taux de croissance garantie et taux de croissance naturelle.

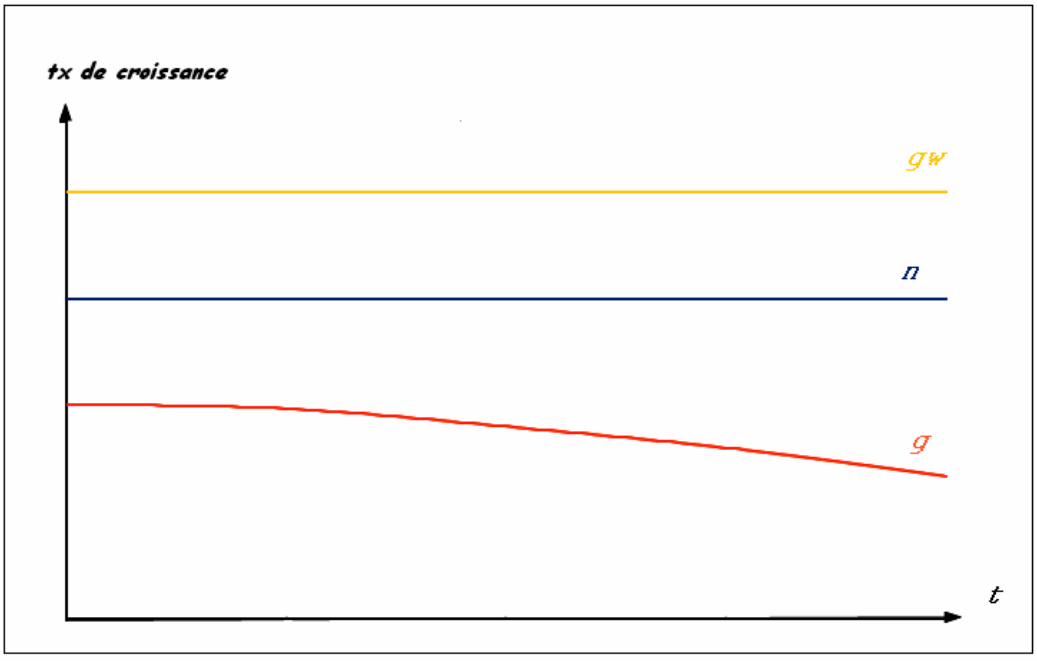
✓ **Si :** $n < g_w$ → puisque $g < n$ → $g < gw$ → Crise (stagnation chronique).

On a une situation de stagnation chronique car « n » est la croissance maximale autorisée donc on a $g < n$ ce qui implique $g<gw$ en permanence.

Les investisseurs ne peuvent jamais mettre en œuvre leurs projets d'investissements. La dépression est profonde et durable pour HARROD la situation par l'intervention de l'Etat qui prendre encharge les activités pour les quelles la recherche des profits. Des entrepreneurs et excédents contenant des conditions de production.

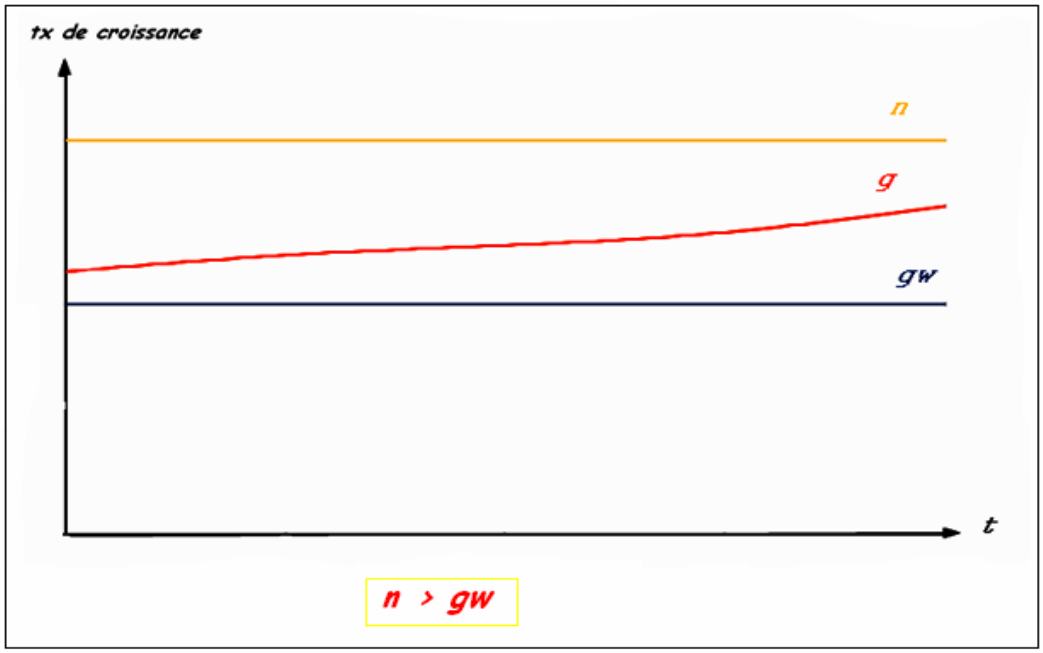
Cette situation corresponde historiquement à la crise des années 1930, la politique économique adoptée à cette époque vise à accroître « n » par l'accroissement de progrès et de la productivité. Pour HARROD c'est la recherche de profit excède qui condamne le système capitaliste à la stagnation chronique.

A long terme



✓ **Si :** $n > g_w$

Pour HARROD c'est la situation la plus probable dont la mesure de taux de croissance effectif soit supérieur au taux « gw », mais cette condition n'est pas obligatoire. Cette situation correspond à une croissance durable s'accompagnant d'un certain niveau de chômage (n > g > gw) le taux de croissance effectif va croître mais sans dépasse le taux de croissance naturel « n ».



Conclusion :

Il en découle que le modèle de HARROD est très proche de celui de DOMAR. Tout fois il est peut réaliste car il intègre les fonctions d'investissements et plus ambitieux puisque il constitue aussi une réflexion sur l'équilibre du marché de travail de plus ce modèle à ne mûrit de montrer que le régime de déséquilibre est la recherche d'un niveau de profit jugé en suffisant pour motiver les décisions d'investissements.

B/ Le modèle de croissance néoclassique : Robert SOLOW

S'inscrivant dans la logique de l'équilibre général de WALRAS. Le modèle de SOLOW (1956) est construit en réponses aux questions posées par HARROD, ce dernier exprimait un pessimisme profond sur la possibilité d'obtenir une croissance équilibre durable et que cette croissance assure le plein emploi.

Ce modèle tente de corriger cette vision pessimiste du modèle HARROD-DOMAR.

Sur le marché de travail : du faite des possibilités de substitution capital_travail.

Sur le marché des produits : par ce que l'on retient l'hypothèse de la loi des débauchées selon la quelle l'offre est toujours égale à la demande, l'investissement désiré nécessairement égale à l'épargne désiré.

De même il admet que le cœfficient du capital « v » n'est plus une donnée exogène et fixe, mais il peut varié et prendre un niveau compatible avec les valeurs des autres paramètres de fonctions de production à facteurs substituables. L'hypothèse d'un grand nombre de processus de production fait que « v » peut prendre une valeur tel que soit réalisé la croissance équilibrée de plein emploi c'est-à-dire la vérification de l'égalité :

$$\frac{s}{v} = n \rightarrow v = \frac{s}{n}$$

Une double modification est ainsi introduite :

- Par opposition au modèle néo-keynésien le modèle de SOLOW va utiliser la fonction de production à facteurs substituables et non plus complémentaires.
- Le modèle néo-keynésien repose sur l'hypothèse des fonctions d'investissement distincte de fonctions d'épargne dans le modèle de SOLOW les investissements découle de l'épargne ($I=b.\Delta Y$).

Exemple :

H1 : Facteurs de production substituables.

$v = c = K/Y = \Delta K/\Delta Y$ dépend de $c=K/L$ l'élasticité capitalistique « c ».

H2 : Absence de progrès technique.

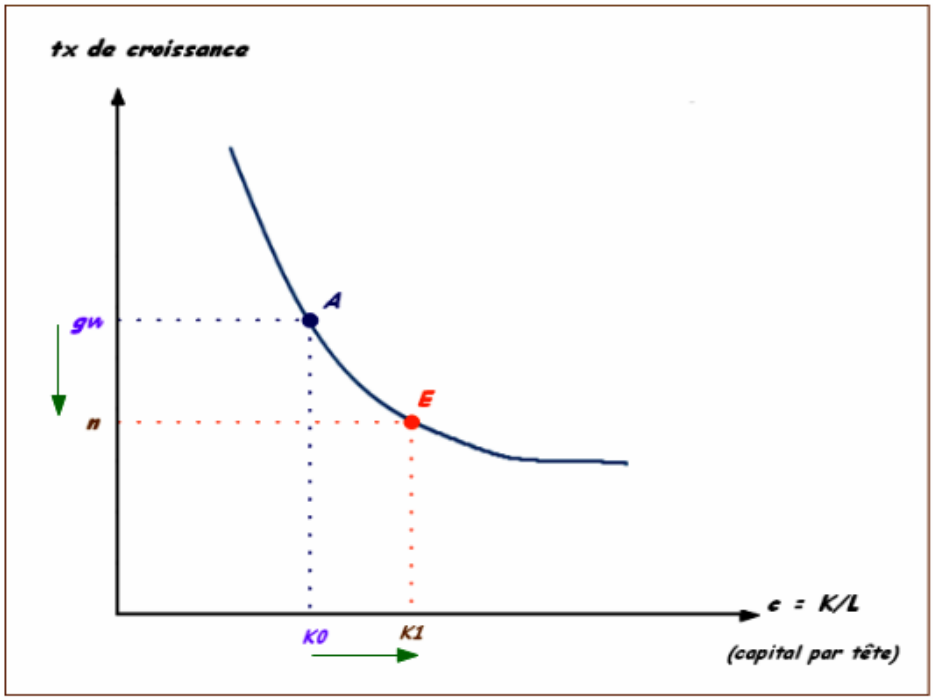
Or PMK et PmK=1/v fonction décroissante de « c ».

Le taux d'épargne « s » est constant

g = s/v g fonction décroissante de « c ».

Et comme gw détermine l'équilibre sur le marché de biens et services selon la loi de SAY ; gw = g = s/v.

Le résultat auquel le modèle de SOLOW va aboutir c'est s/v = n → v = s/n, l'équilibre sur le marché d'emploi.



Si l'économie a un capital par tête trop faible (A) le taux de croissance garantis est supérieur à « n », le capital par tête va augmenter de sorte que l'économie tend vers la croissance équilibrée (E)

L'ajustement précédente se réalise implicitement par les variation de la répartition des revenus : lorsque le capital à tête trop faible, la productivité marginale de capital (taux de profit) est supérieur de taux de profit de la croissance équilibrée

Autrement dit le salaire réel est trop faible et les techniques de production insuffisantes.

Remarque :

La logique de deux types de modèles profondément différents, les modèles néo-keynésiens sont des modèles de demande.

La croissance est essentiellement gouvernée par les comportements de consommation ou d'investissement.

L'offre n'apparaissant que comme un obstacle sur lequel vient luté la demande. Le modèle de SOLOW est caractérisé comme un modèle d'offre où les problèmes de débouchés ne sont pas abordés, la loi de J.B.SAY est par hypothèse vérifiée, toute épargne est supposée investie.

Cependant, la représentation donnée par le modèle de SOLOW des fonctionnements de l'économie est particulière dont la mesure où il combine la logique keynésienne à celle des néo-classiques au niveau des deux hypothèses, l'une relative au marché des produits, l'autre relative au marché de l'emploi.

- Sur le marché des biens : il est supposé que l'épargne est fonction du revenu, c'est le recours à la loi psychologique fondamentale de Keynes, la liaison entre l'épargne et le taux d'intérêt spécifique de l'approche néo-classique, n'est pas prise en compte.
- Sur le marché de travail : il est supposé que l'offre du travail est indépendante du salaire réel, contrairement à l'optique néo-classique.

Conclusion :

En définitive, l'opposition entre le modèle de base des néo-classiques et le modèle post keynésien qui porte moins sur la stabilité ou l'instabilité du modèle que sur le mode de régulation, mécanisme de marché chez SOLOW, appel à la politique économique, chez HARROD afin d'assurer la flexibilité des variables fondamentales du modèle.

A partir de cette dernière analyse des mesures de politique économique qui devrait être mise en relative à :

- Politique démographique et d'emploi susceptible d'assurer la flexibilité du taux de croissance « n ».
- Politique d'investissement permettant de modifier le coefficient de capital « v ».
- Politique de redistribution des revenus susceptible de faire varier la proportion à épargner « s », d'autant plus faible que les revenus qui sont peu élevés, et de manière générale une politique budgétaire ainsi qu'une politique monétaire.

CH 2 : L'inflation et le chômage ;

L'objectif d'assurer l'expansion et le plein emploi sans inflation engendre souvent le problème de la stabilité des prix. Dans cette situation le chômage constitue alors comme un moyen de régulation de l'inflation salariale.

Section 1 : l'inflation, déséquilibre économique :

L'analyse de l'inflation vise à mettre en évidence l'enchaînement causes – conséquences mais aucune théorie n'est suffisamment globale pour fournir une explication complète du phénomène.

Dans certaines théories, les causes de l'inflation apparaissent comme des conséquences dans d'autres.

Ainsi, l'inflation entraîne des modifications dans la répartition des revenus comme elle est aussi provoquée par la lutte qui accompagne le partage du revenu national.

Définition :

L'inflation est une augmentation soutenue du niveau général des prix, elle conserve une augmentation durable du niveau moyen de prix plutôt qu'une hausse passagère de quelques prix spécifiques.

On mesure l'inflation soit par le délateur du PIB soit par la variation du pourcentage de l'indice des prix à la consommation.

- **Le déflateur du PIB :** est un indice de prix pour l'ensemble des biens&services fini dans l'économie.
- **L'indice des prix à la consommation** : mesure le coût des biens&services achetés par un consommateur typique. L'IPC est obtenu en pondérant l'ensemble des prix des biens&services qui composent le panier de consommation en fonction de leur importance relative dons au budget total d'un consommateur.

Le dérèglement des marchés qui conduit à l'inflation est expliqué soit par le déséquilibre réel soit par le déséquilibre monétaire.

> Les causes réelles de l'inflation :

Dans le cadre de cette approche l'inflation est due selon les auteurs soit à la demande soit aux coûts de production.

Dans le premier cas la hausse des prix résulte d'un excès de la demande sur l'offre.

Dans le second cas elle explique par une augmentation des coûts.

SÉANCE 7:

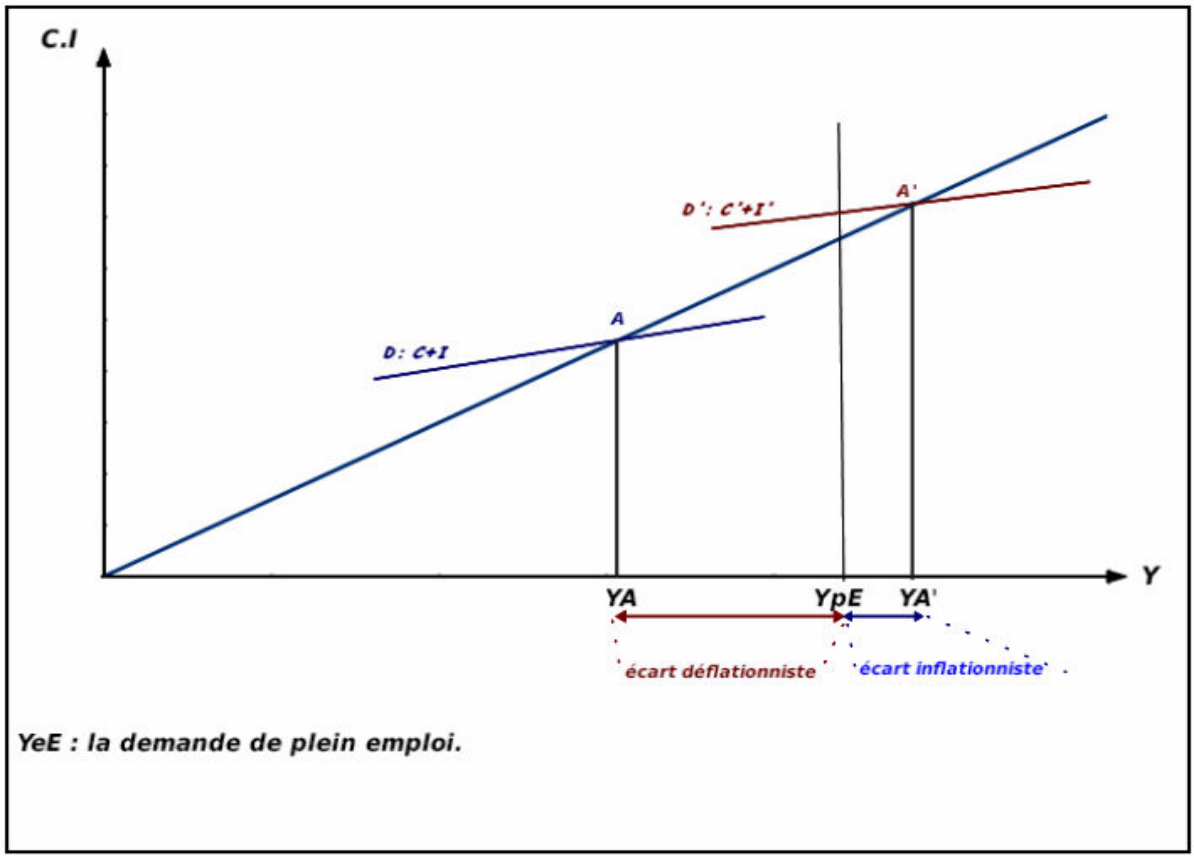
A - l'inflation par la demande :

Dans le cas où la quantité des biens demandés au prix courants, est supérieure à la quantité de biens offerts, une hausse des prix est inévitable pour rétablir l'équilibre dans une économie de marché.

Ce sont les auteurs post keynésiens qui ont transposé l'analyse keynésienne de l'écart déflationniste entre demande effective et l'offre globale à des situations inflationnistes.

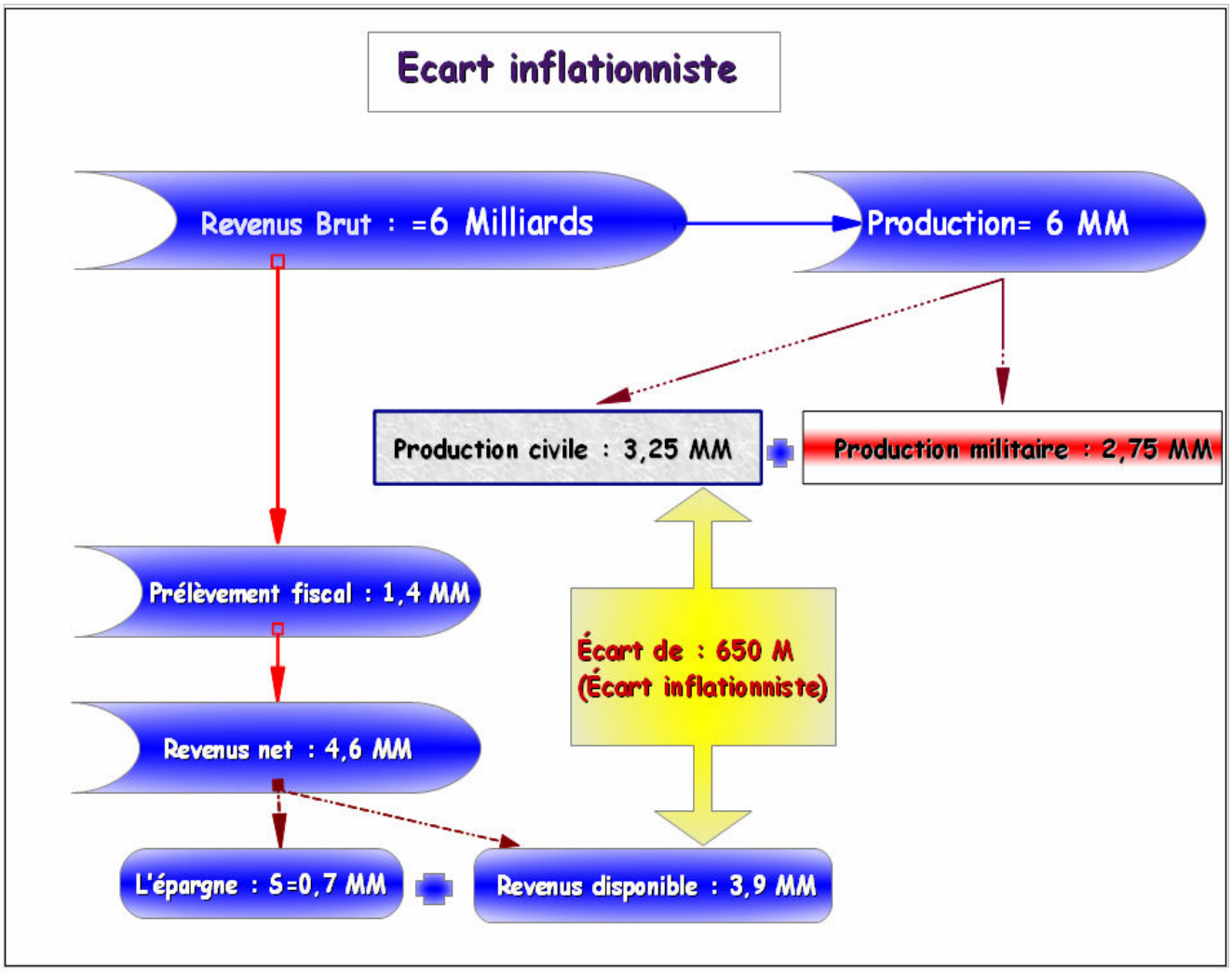
Selon cette analyse, deux conditions sont donc nécessaires pour apparition de l'inflation :

- ✓ Il faut qu'un excès de demande de biens se manifeste.
- ✓ Il faut que l'offre de biens manque d'élasticité (l'offre ne peut plus répondre à cet excès de demande).



Ya est inférieure à la demande de plein emploi (YpE) d'où une situation appelé écart déflationniste.

Dans le cas où la demande globale D' coupe l'offre global en A'. Où de la du seuil de des revenus de plein emploi, cette situation est appelé écart inflationniste symétrique de l'écart déflationniste cette écart résulte de ce que la demande prévu est supérieure à la production possible d'où de risques d'inflation qui se traduise des modifications de prix.



De même, des facteurs psychologiques interviennent dans le développement de l'inflation par la demande. Il s'agit principalement des anticipations à la hausse des prix, entraînent d'une part une demande supplémentaire due à un comportement de fuite de la monnaie, conduisent à une augmentation de la consommation privée et de l'investissement spéculatif et d'autre part une offre réduite par la constitution de stocks spéculatifs.

Cependant le surcroît de la demande qui se manifeste sur le marché, trouve son origine d'un pouvoir d'achat supplémentaire issu d'un surcroît de liquidités fourni par une déthésaurisation ou par une création de monnaie à l'occasion de créances émises sur l'économie.

B - l'inflation par les coûts :

Cette inflation se manifeste lorsque la hausse des prix est provoquée par des augmentations des coûts de production autonomes, indépendante d'un excès de demande. Certaines hausses de coût affectent directement les facteurs de production, facteur travail (salaire), facteur capital (coût du capital monétaire, coût d'équipement, énergie et matières premières).

L'inflation par les coûts résulte d'une augmentation des prix des facteurs de production supérieure aux gains de productivité. Si on limite l'analyse de l'inflation à la partie des coûts versés sous forme de salaires, on considère que la stabilité du niveau du général des prix est maintenue si la hausse moyenne générale des taux de salaires est égale à la hausse moyenne de la productivité, si elle l'a dépasse l'inflation apparaît (inflation salariale).

Cette distinction des origines de la tension inflationniste présente une certaine utilité dans la mesure où elle permet d'orienter (guider) la politique économique.

2- Les causes monétaires de l'inflation :

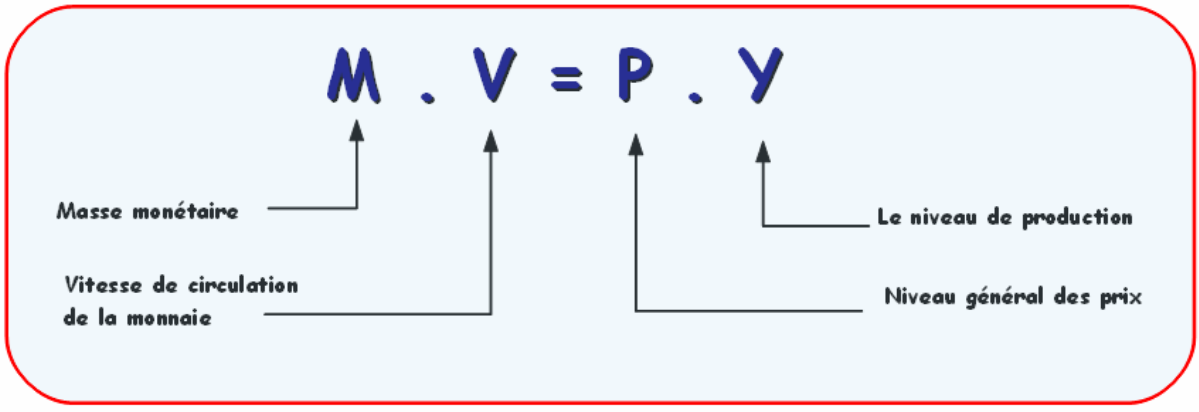
A – La théorie quantitative de la monnaie :

Cette approche trouve son origine dans la théorie quantitative de la monnaie, elle repose sur deux hypothèses :

- Une fonction de demande de monnaie stable jouant un rôle fondamental dans détermination du revenu monétaire et des prix.
- Le caractère exogène de l'offre de monnaie par rapport à la demande.

De même on considère que la monnaie n'est demandée qu'à des fins de transaction, de ce fait les modifications de l'offre de monnaie n'ont que des conséquences nominales (sur le niveau général des prix), elles n'ont pas des conséquences « réelles » (sur le niveau de production ou d'emploi).

Soit l'équation caractérisant la théorie quantitative :



(P.Y > la valeur de prod°)

La vitesse de circulation de la monnaie représente le rythme auquel la monnaie change de mains au cours d'une période. (Exemple : combien de fois un billet est utilisé dans l'année pour payer les biens & services ?).

La variation de l'offre de monnaie ne dépend pas de paramètre économique, la quantité de monnaie est considérée exogène.

A titre d'exemple, admettant que l'offre de monnaie augmente à la suite de création monétaire pour financer le déficit de budget cet accroissement de la quantité de monnaie va se traduire nécessairement par un accroissement du niveau général des prix c'est-à-dire une hausse de l'inflation (V et Y sont constant) on dit ici que l'inflation est d'origine monétaire, elle est due à l'excédentaire de monnaie plusieurs possibilités s'offrent aux agents économiques soit par l'achat d'actif financier ou d'achat d'actif réel.

Or cet accroissement de la demande de biens & services va se traduire par une augmentation du niveau général des prix compte tenue d'une capacité productive de l'économie inchangée. Cette augmentation se poursuit jusqu'à ce que l'équilibre monétaire se rétablisse.

B – l'impact asymétrique de l'inflation sur les variables macro économiques :

D'après la Théorie Quantitatif de la Monnaie TQM, la monnaie est neutre, elle n'influence pas la production comme la production dépend des facteurs de production et de la technologie disponible. La variation de la masse monétaire se traduit par une variation de niveau général des prix. Autrement dit, cette variation de l'offre de monnaie affectent que les variables nominales mais pas les variables réelles.

1. La variation des prix relatifs des biens & services :

Durant les périodes inflationnistes, tous les prix n'évoluent pas de la même manière. Certains prix ne s'adaptent pas rapidement, d'autres avec retard. Les prix relatifs des biens & services se perturbent. Ces changements irréguliers créent des confusions au niveau des choix des agents économiques cela affecte l'efficacité des marchés.

2. Les distorsions fiscales :

Le système fiscal ne tient pas toujours compte de l'inflation. Il taxe souvent les revenus nominaux comme s'il s'agissait de gains réels.

Dans ce cas, l'imposition effective augmente avec l'inflation.

Exemple : fiscalité sur les intérêts de l'épargne.

Hypothèse :- Impôts/t.d'intérêt = 25%

- Economie 1 : pas d'inflation.
- Economie 2 : taux d'inflation 8%.

	Economie 1	Economie 2
Taux d'intérêt réel :	4	4
Taux d'inflation :	0	8
Taux d'intérêt nominal :	4	12
Taxes payes au gouvernement :	1	3
Taux d'intérêt nominal après impôt :	3	9
Taux d'intérêt réel après l'impôt.	3	1

Conclusion :

Lorsque l'inflation est forte, l'épargne devient moins rentable (lucrative) et les agents économiques sont moins motivés à épargner. Cette attitude présente des effets négatifs sur la croissance économique à long terme.

SÉANCE 8:

Section 2 : la relation entre le chômage et l'inflation :

1- l'appréhension du chômage:

A/ Définitions :

Le marché du travail est constitué par la rencontre de l'offre et de la demande de travail, l'offre de travail (demande d'emploi) et faite par la population active, la demande de travail (l'offre d'emploi) et faite par les entreprises.

Un chômeur est défini non seulement comme un individu sans travail qui recherche un emploi, mais en plus, l'emploi qu'il recherche doit être durable à temps plein.

Il se distingue du sous-emploi, qui est une situation où les travailleurs sont peu ou mal à employés.

Le sous-emploi inclut en général :

- Le chômage saisonnier, constitué par les salariés inoccupés périodiquement du fait du rythme climatique de leur activité.
- Le chômage partiel est constitué par les salariés dont la durée journalière ou hebdomadaire de leur activité est inférieure à celle qu'ils désirent.
- Le chômage déguisé : représente la partie fondamentale du sous-emploi. Il correspond au nombre de travailleurs salariés ou non, que l'on peut retirer d'un secteur sans réduire sa production. C'est un phénomène

courant dans l'activité agricole mais également urbain, dans l'artisanat et le commerce traditionnel.

Cette définition implique l'existence dans chaque centre de production, d'une productivité marginale nulle d'une partie des travailleurs. Une telle situation existe surtout dans le secteur traditionnel. On mesure généralement, l'ensemble du sous-emplois en confrontant le total des heures disponibles au cours de l'année et des heures nécessaires à la production annuelle, on obtient ainsi pour le Maroc, dans le secteur agricole, un taux de sous emploi d'environ 40%. Ce taux nous indique que la force de travail agricole est peu employée dans le cadre de l'année.

Le taux du chômage indique la proportion de la population active qui est sans emploi. La population active regroupe les personnes qui exercent une profession salariée ou non, plus les chômeurs.

Le pourcentage de la population active dans la population totale est généralement d'environ 40%>45% dans les pays industriels et 30% dans les pays sous développés.

$$Taux\ de\ chômage = \frac{C}{C+E} \times 100$$

C: Nombre de chômeurs.
E: Personnes ayant un emploi.

(C+E)= population active.

Le problème du chômage peut être analysé de deux façons (CT-LT)

+ À long terme : (on parle de taux naturel de chômage) c'est un taux de chômage normal d'une économie qui ne disparaît pas automatiquement à long terme.

+ À court terme : (on parle du taux de chômage conjoncturel ou cyclique) c'est un taux qui varie en fonction de la conjoncture autour du taux naturel il est lié au fluctuations économiques de court terme.

B/ différentes formes de chômage :

Selon les époques et les pays, le chômage peut prendre des formes différentes :

- Le chômage conjoncturel : est dû au ralentissement de l'activité économique à court terme. C'est le chômage Keynésien : une baisse de la demande entraîne un ralentissement de l'activité économique. La demande anticipée des entrepreneurs est insuffisante.

- Le chômage structurel : ou chômage d'adéquation est lié aux changements à long terme intervenus dans les structures démographiques, économiques, sociales et institutionnelles. Les spécialistes considèrent ce chômage comme un chômage chronique permanent de longue durée.
- Le chômage frictionnel : est lié aux délais d'ajustement de la main d'œuvre d'un emploi à un autre à court terme (absence d'information). Il est dû au fait que dans chaque pays, la demande d'emploi (émanent des chômeurs) ne correspond pas qualitativement et spatialement à l'offre d'emploi. Le remède de cette situation est donc le recyclage ou le déplacement des travailleurs.
- Le chômage technique : est dû à une interruption du processus technique de production à court terme (pannes, pénuries des matières premières…).
- Le chômage technologique : apparaît à la suite d'innovations qui économisent du travail par la substitution du capital au travail (robotisation, informatisation…).

2- Le point de vue des courants de pensée :

Dans le marché de travail les salaires nominaux sont rigides surtout à la baisse, l'emploi est donc la variable d'ajustement, tandis que la régulation marchande postule l'ajustement par les prix et non par les quantités.

A/ l'approche micro-économique (néo-classique) :

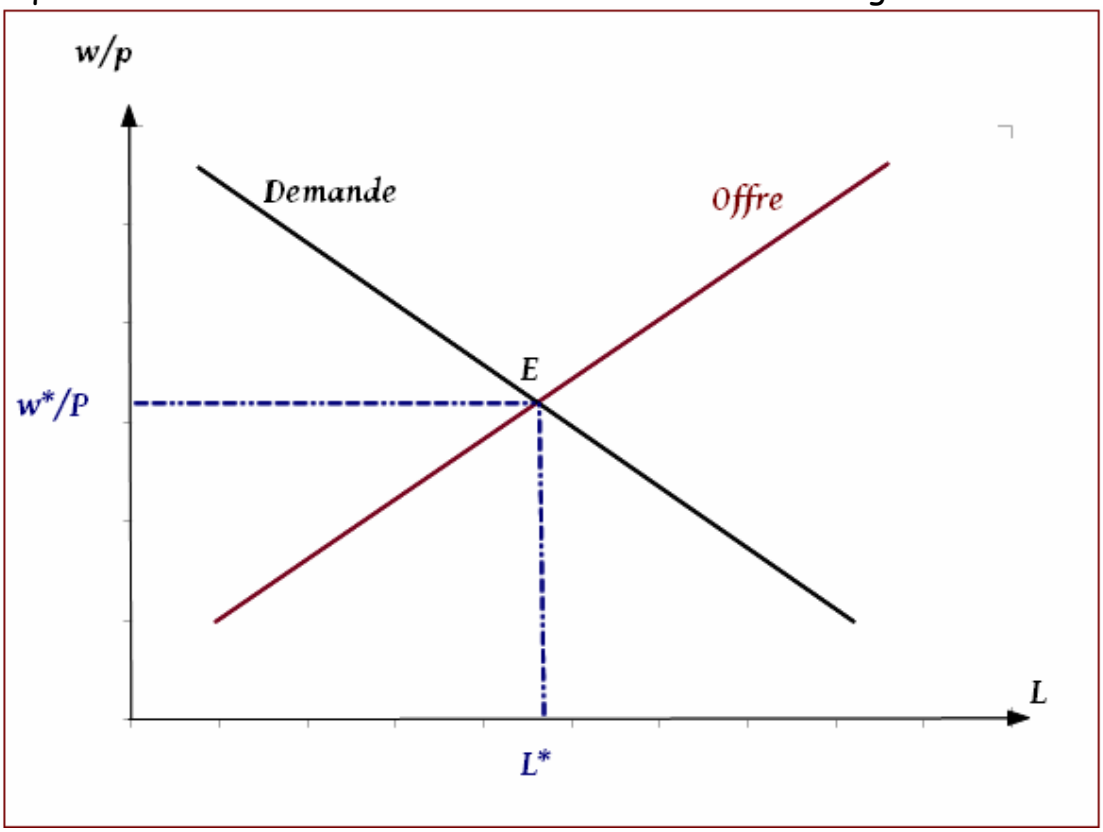
En concurrence parfaite, le salaire s'ajuste pour assurer l'équilibre entre l'offre et la demande de travail, l'excédent de travail se résorbe par la baisse du taux de salaire qui provoque le retrait volontaire de certains chômeurs (à ce taux, ils préfèrent les loisirs –effet de substitution-), et des embauches nouvelles (si la productivité marginale du travail est supérieure au coût marginal du travail (w/p)). Le modèle considère le travail comme une marchandise ordinaire, le marché est donc régulé par son prix, c'est-à-dire le taux de salaire réel (w/p). La réalité et bien différente du schéma théorique, cette différence s'explique, selon les libéraux par des causes structurelles économiques :

- Le salaire minimum légal. SMIG
- Allocations du chômage.
- Syndicats.
- Négociations collectives, conventions collectives, accord entre syndicats des salariés et syndicats du patron.

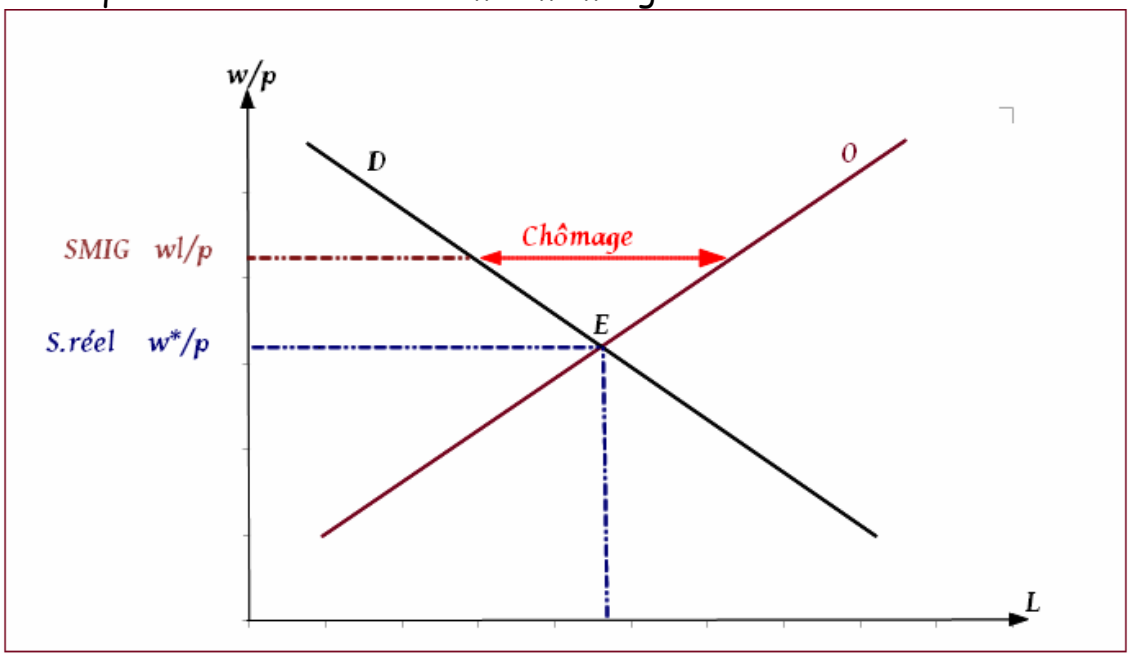
➢ Salaire minimum légal et l'équilibre sur le marché du travail :

Quant à la législation du travail impose salaire minimum légal au dessus du salaire d'équilibre, elle engendre une offre de travail excédentaire, est une demande de travail insuffisante d'où on observe du chômage.

1-l'équilibre du marché de travail sans salaire minimum légal :



2-l'équilibre avec le salaire minimum légal :



Le salaire est maintenu à un niveau supérieur au niveau d'équilibre (E), l'intervention publique crée ainsi du chômage involontaire. On réglementant le

salaire minimum et en instaurant une allocation de chômage, selon le courant néo classique, le chômage provient des rigidités du fonctionnement du marché de travail.

SÉANCE 9:

- Les syndicats et les négociations collectives :

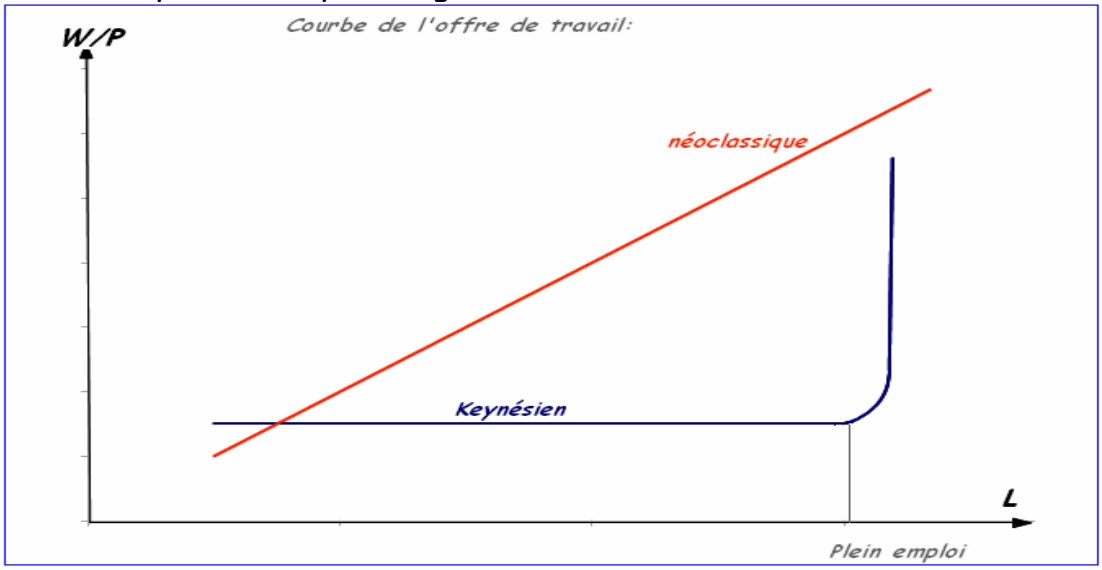
Un syndicat est une organisation de travailleurs représentant ceux-ci dans les négociations sur les salaires et les conditions de travail. Si les négociations n'aboutissent pas à un accord, les syndicats dressent la menace de grève qui constitue un moyen de pression légal permettant de défendre les intérêts de la classe salariale, toute on maintenant la rigidité des salaires à la baise.

La demande de travail est une fonction décroissante du salaire réel puisque pour les néoclassiques la productivité marginale est croissante puis décroissante à partir d'un certain niveau (Pm=Cm), si les conditions de concurrence pure et parfaite sont respectées sur le marché de travail, il existe un niveau de salaire d'équilibre qui permet la satisfaction de l'offre et de la demande de travail. Si le déséquilibre persiste c'est à la raison de l'existence de rigidité qui empêche le salaire de se fixer à son niveau d'équilibre et ainsi la réduction de l'écart entre l'offre et la demande de travail.

B/ l'approche macro-économique :

1- les keynésiens :

Le travail n'est pas une marchandise, le marché est une fiction. En effet, les variations de prix ne se produisent pas, il y'a rigidité de prix. Selon Keynes, le travailleur ne choisit pas de travailler ou de chômer car il doit vivre. L'élasticité de l'offre par rapport au prix est nulle. On représente cette idée par une courbe horizontale coudée à l'approche du plein emploi, où la pénurie de travail entraîne une concurrence entre employeurs car la population disponible ne peut augmenter.



- L'offre de travail : quelque soit le prix afficher, l'offre se maintient même si le salaire baisse. Pas d'ajustement à la baisse, quand le salaire augmente l'offre de travail connaît une sensible variation car la quasi-totalité de ceux qui désirent travailler sont déjà sur le marché.
- La demande de travail : une marchandise satisfait un besoin, comme ses consommateurs sont soumis à une contrainte de rareté, ils réagissent à une baisse du prix en augmentant leurs demande, et inversement. L'intensité de cette réaction est mesurée par l'élasticité-prix de la demande.

  À l'inverse, l'entrepreneur achète le travail non pas pour satisfaire ses propres besoins, mais ceux des consommateurs. La demande est donc déterminée sur un autre marché, celui des biens et services où se forment des débouchés. Or, comme les salaires déterminent la consommation, leur baisse pousse les entreprises à prévoir un recul des débouchés et à réduire leur demande de travail. Quand le salaire baisse, les employeurs augmentent peu l'embauche car leur production présente est déterminée par la demande prévue auparavant, et leur programme futur est revu à la baisse par le recul du revenu salarial : désajustement à la baisse (baisse d'embauche).

Le prix (le salaire) est rigide, car les travailleurs défendent son niveau nominal et ne peuvent anticiper son niveau réel, il est donc orienté à la hausse, l'ajustement se fait à posteriori, de façon imprévisible par la variation du niveau général des prix.

La variation principale est donc le niveau d'activité anticipé par les entrepreneurs, le chômage est donc conjoncturel, il faut donc réguler non pas le prix (salaire), mais par la demande (investissement et consommation), cela justifie les politiques actives de la demande.

Cette thèse a été validée pendant la période 1929-1970, mais ne se vérifie plus avec les reprises actuelles (1975-79, 1983-1990,1995-1998). A côté de la composante conjoncturelle, il y a donc une composante structurelle (salaire, dysfonctionnement du marché). C'est-à-dire le chômage permanent. On admet ainsi la perte d'efficacité de la régulation par la demande puisque chaque relance multiplie les déséquilibres (inflation, déficits extérieur et budgétaire) sans générer assez d'emplois.

SÉANCE 10:

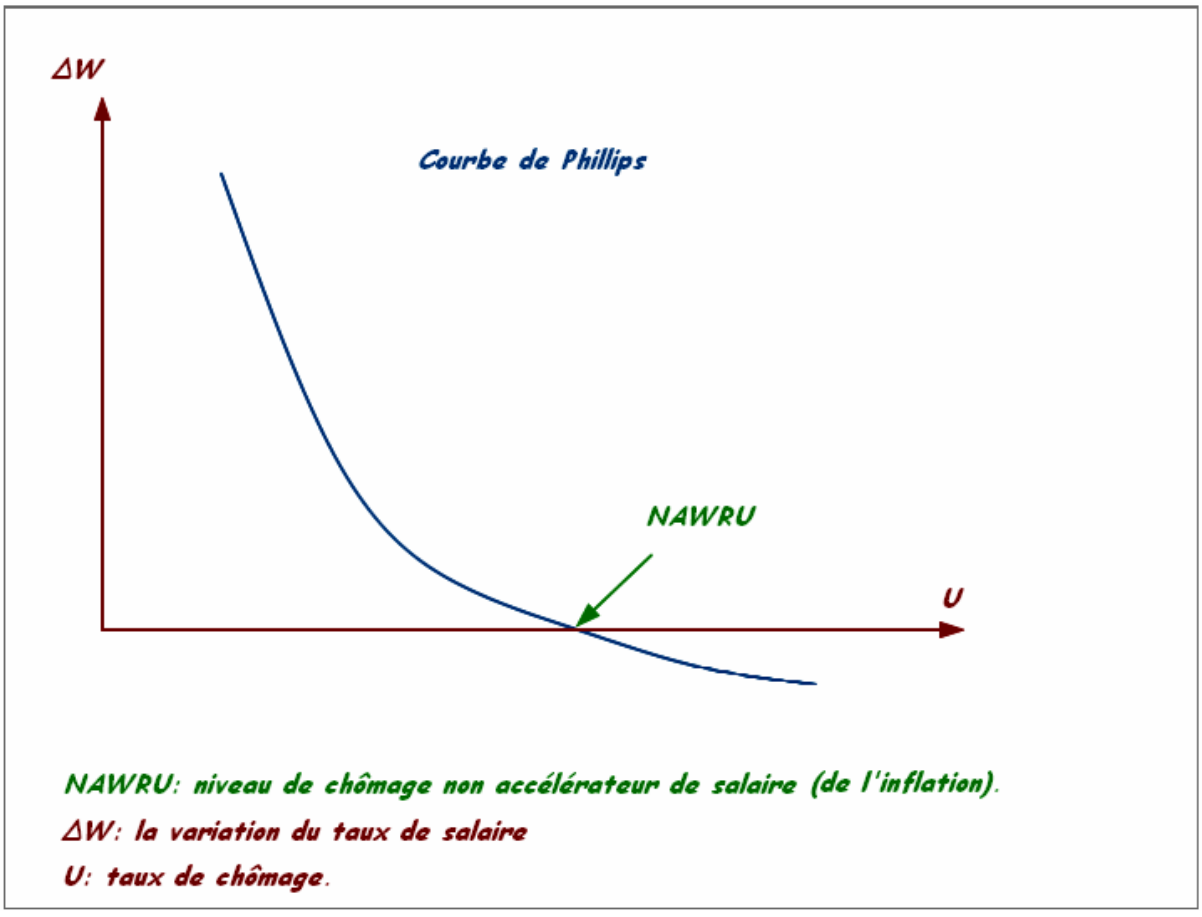
2- La relation inflation chômage (courbe de Phillips):

L'objectif d'assurer l'expansion et le plein emploi sans inflation est confronté au problème de la stabilité des prix. Le chômage peut dés lors devenir comme un moyen de régulation de l'inflation salariale.

Cette thèse a été soutenue depuis 1958 à travers la relation de Phillips. Cette loi dégage une relation inverse entre taux d'inflation et taux de chômage : si le chômage décroît, le taux d'inflation augmente et inversement. Cette thèse visait à expliquer le conflit entre plein emploi et stabilité monétaire et à proposer des variants de politique économique selon la conjoncture à choix entre un peu plus de chômage pour un peu moins d'inflation et inversement.

a- La relation entre chômage et taux de salaire :

Phillips publie en 1958 une étude sur la période 1861-1957 au Royaume-Uni qui établit une relation inverse et stable entre variation du taux de salaire (ΔW) et taux de chômage (U).

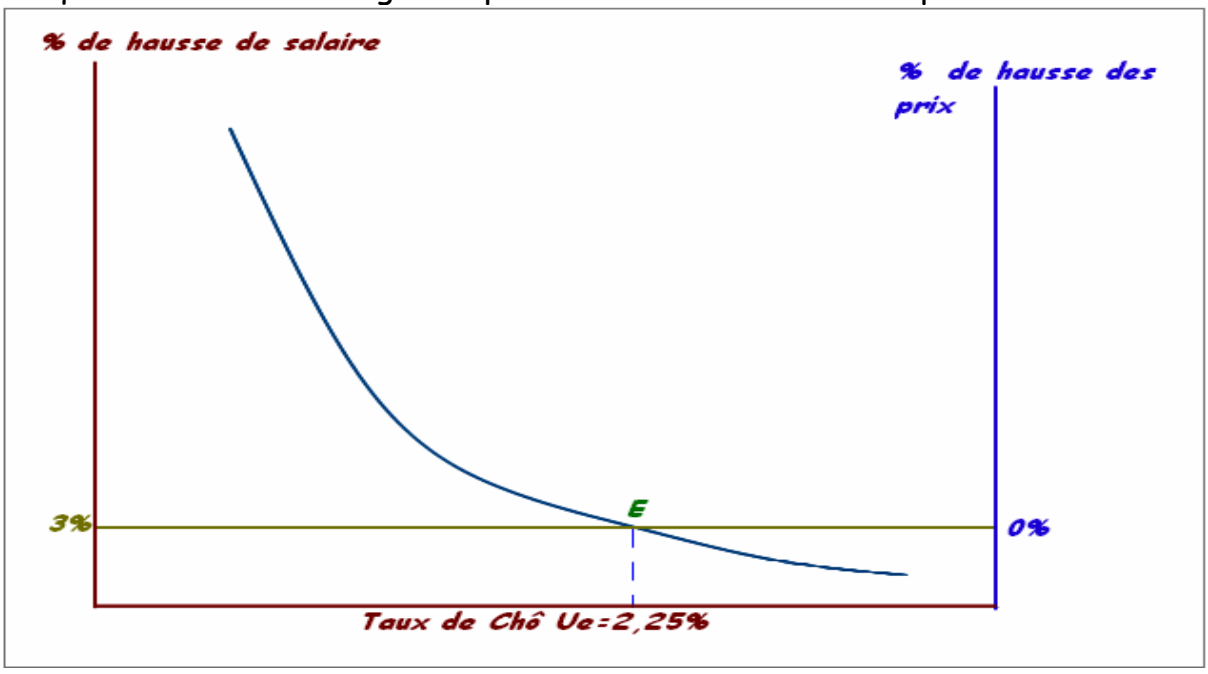


Au cours des années 70, au Etats-Unis l'économie à enregistrer un chômage et inflation élevée en même temps. Pourquoi on a assisté à l'augmentation conjuguer du chômage et l'inflation ? > Le taux d'augmentation des salaires pour tout niveau de chômage dépend des anticipations des augmentations concernant l'inflation. En ce sens, si les salaries anticipants l'augmentation des prix. Ils demandant en composassions des augmentations de salaire. Les employeurs résident à cette demande, car ils pensent pouvoir récupérer sur les prix des produits. Par conséquence les anticipations inflationnistes fortes dans les années 70 ont entraîné une hausse de l'inflation conjuguée à l'augmentation du chômage.

Cette nouvelle courbe est appelée courbe de Phillips augmentée des anticipations. Durant les années 70 cette courbe s'est déplace vers le haut à plusieurs reprises puis elle s'est stabilise les années 80, quand l'inflation réel = à l'inflation prévue et cela se produit pour une niveau particulier de chômage appelé taux de chômage naturel.

b- La relation entre taux de chômage et rythme de hausse des prix :

La seconde étape de l'analyse, initiée par Samuelson et Solow en 1960, consiste à transformer la relation initiale en relation stable. Cette transformation admet que la part relative des salaires et des profits reste inchangée. La représentation de cette hypothèse se fera sur un même graphique, l'échelle de prix se trouve décalée par rapport à l'échelle des salaires d'un pourcentage égal à celui de l'amélioration de la productivité, la projection du point E situé sur la courbe de Phillips sur l'axe des abscisses indique le taux de chômage compatible avec la stabilité des prix.

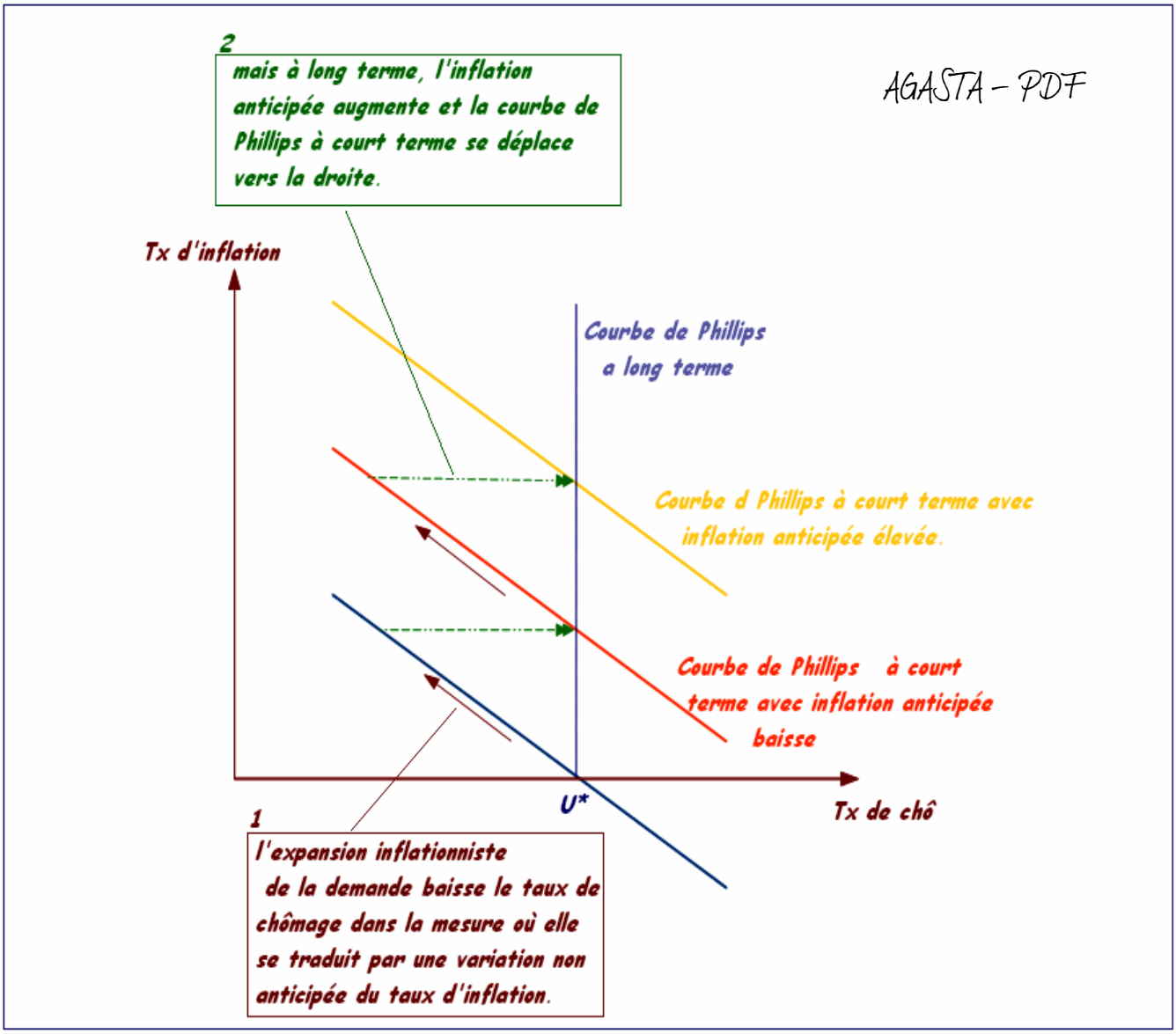


Les évaluations de Phillips montraient qu'en Angleterre, pour une productivité augmentant de 3% l'an, le taux de chômage assurant une hausse équivalente des salaires sans inflation s'établirait à 2,25%.

c- Les monétaristes, les anticipations adaptatives :

Si le gouvernement à une politique monétaire expansionniste, les prix augmentent, à court terme les salaires ne s'adaptent pas à ce changement des prix de sort que les salaires réels baissent. Le travail est en meilleur marché, les entreprises embauchent et le chômage baisse avec le temps, les salaires nominaux s'adaptent aux nouveaux prix de sort que le salaire réel et le chômage reviennent à leur niveau initial.

Selon Friedman, à long terme les salaires ne sont pas victimes de l'illusion monétaire.



A long terme les salaires nominaux s'ajustent (rattrapage de pouvoir d'achat) : hausse des salaires nominaux qui entraîne l'inflation.

Pour Friedman, l'arbitrage inflation chômage n'existe qu'à court terme, en raison des anticipations des salaires. Or, celles-ci portent sur les salaires réels. A long terme, l'inflation anticipée est égale au taux d'inflation observé. L'augmentation du salaire réel devant être égale au gain de productivité, le taux de chômage devient indépendant du taux d'inflation, c'est le taux de chômage naturel. Il est structurel, selon les monétaristes on ne peut donc pas le réduire avec des outils de politique conjoncturelle (Relance…), sous peine de relancer l'inflation sans réduire le chômage voire en l'accroissant (Stagflation).

AGASTA - PDF